

En participant au divers sommets, le Canada montre qu'il exerce une influence certaine et qu'il faut compter avec lui. Les sommets sont aussi une occasion unique de discuter les problèmes qui préoccupent les Canadiens. Tout comme nous avons profité des sommets du Commonwealth et de la Francophonie pour attirer l'attention sur les droits de la personne et les principes de bon gouvernement, et utilisé le sommet de l'OTAN pour faire connaître nos préoccupations à l'endroit de la non-prolifération et du renforcement de l'ONU, nous entendons utiliser d'autres événements du même genre (Helsinki/CSCE et G7/Munich) aussi bien que d'autres réunions multilatérales pour défendre et promouvoir ces objectifs.

Le long terme

Durant les mois qui viennent, la communauté internationale aura des attentes élevées quant à la présence et à la participation du Canada. Le Canada s'est engagé dans une politique étrangère globale donnant la priorité à certains liens privilégiés - les États-Unis, l'Europe, le Japon. L'aide à l'Union soviétique, aux pays baltes, à l'Europe centrale et à l'Europe de l'Est, ainsi qu'à d'autres pays en transition, feront partie intégrante de notre action au sein du G-7. De nouveaux problèmes, y compris l'environnement, poseront des défis à tous nos efforts en matière d'aide au développement. La façon dont nous composerons avec les besoins nouveaux et avec les contraintes qui en découlent aura des incidences sur l'image internationale du Canada et sur son aptitude à exercer (ou être perçu comme exerçant) un rôle véritable en cette période de bouleversements.

Eu égard aux contraintes budgétaires déjà considérables, la préservation des engagements dans les aspects susmentionnés de sa politique étrangère nous posera un défi de taille. Il se pourrait que l'on doive adapter les orientations et les instruments de la politique étrangère, et reconnaître que toute modification d'envergure aura des répercussions dans l'opinion publique canadienne et dans la communauté internationale.

